René GREVET, *L'avènement de l'école contemporaine en France (1789-1835)*

Serge Bianchi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1581>

DOI : 10.4000/abpo.1581

ISBN : 978-2-7535-1487-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 septembre 2002

Pagination : 168-171

ISBN : 978-2-86847-768-2

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Serge Bianchi, « René GREVET, *L'avènement de l'école contemporaine en France (1789-1835)* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 109-3 | 2002, mis en ligne le 20 septembre 2004, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1581> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.1581>

cependant l'existence d'un arrière-fond de méfiances à l'égard des solutions médiatisées par « les autorités ». Mais, davantage qu'au délitement d'une hypothétique « religion bas médiévale » à laquelle il s'est peu attaqué, Perouas attribue finalement les frottements spirituels à des racines culturelles nommées ici alphabétisation précoce et circulation des savoirs. L'affirmation de ce principe, formant comme un quatrième ensemble, n'est plus originale de nos jours. Mais elle l'était au temps des premières formulations et ce d'autant plus qu'à partir d'une expérience de la démographie historique, c'est au fond plutôt dans les marges et les recoins des mobilités de travail que se sont alimentés les courants de contestations repérées en des cycles aux rythmes admirablement restitués (cf. « L'émigration des "maçons creusois" avant le XIX^e siècle », p. 115-142, article médité jusqu'à la synthèse, « La religion des Limousins [XVI^e-XX^e siècles] », p. 459-468). Enfin, un pan entier du travail de l'historien Perouas ne peut se dissocier du ministère montfortain. Sans doute est-il beaucoup question du fondateur de l'ordre ou de l'ordre lui-même dans cet ouvrage (cinq articles *in proprio*). Cependant, outre qu'il ne s'agit nullement d'hagiographie, il s'avère instructif d'apprécier – en un exercice pourtant plus délicat – tout l'esprit critique et proprement historique mis en branle pour évaluer une œuvre et savoir, au besoin, en révéler les travers. Ainsi peuvent se dévoiler, dans l'unité du double engagement de L. Perouas, des exigences communes. On en vient alors presque à regretter que d'autres articles très forts comme « Maximalisme marial et catholicisme de droite » (publié en 1965) n'aient pas eu de filiation car ce dernier aurait pu annoncer tout un versant idéologique d'une pensée au seuil d'une science politique du catholicisme contemporain. C'est dire tout l'intérêt de ce véritable *compendium*.

À signaler que l'ouvrage comporte, outre les cartes originales des articles reproduits, la très utile liste des travaux de Louis Péroas.

Patrick HARISMENDY

René GREVET, *L'avènement de l'école contemporaine en France (1789-1835)*, Presses universitaires du Septentrion, 2001, 358 p.

Entre les projets des Constituants de 1789 et les retombées de la loi Guizot sur l'école élémentaire, René Grevet voit l'avènement de l'école contemporaine, bien avant l'époque convenue de la Troisième République et des lois Ferry. Cette vision n'est pas nouvelle. L'ouvrage présente toutefois le mérite d'aborder, en termes de continuité et de ruptures, un demi-siècle de mutations scolaires et de réformes, reliant des régimes aussi différents que les assemblées révolutionnaires, l'Empire et les restaurations monarchiques. Deux grandes parties structurent l'ensemble. La première, consacrée au rôle de l'État, retrace les débats permanents, les lois fondamentales, la question délicate de la liberté d'enseignement, du primaire au supérieur. La seconde traite de la « naissance » de l'école, en termes d'application et de bilans scolaires, de formation et de pratique des instituteurs, de contenu pédagogique, pour terminer par le dualisme scolaire constitutif de l'exception scolaire française, jusqu'à nos jours. Chaque thème est envisagé sous l'angle de l'évolution chronologique. La démarche et le projet, considérables, présentent des vertus évidentes et quelques inconvénients (mineurs).

Le premier mérite apparaît d'emblée en feuilletant l'ouvrage, dans la présence de nombreux documents illustrant l'analyse. Tableaux récapitulatifs, encadrés de lois, de projets ou de budgets, citations pédagogiques : R. Grevet fournit au lecteur une masse de données éclairantes, d'éléments directement utilisables par les étudiants et les chercheurs. Sa maîtrise des archives est évidente, à la fois nourrie de ses recherches sur le terrain bien balisé du Pas-de-Calais et de la fréquentation des Archives nationales, dont l'inépuisable sous série F 17 de l'Instruction publique : textes de lois, rapports d'inspecteurs, programmes, réactions d'instituteurs, tableaux comparatifs, cartes... Plus intéressants encore sont les apports statistiques, d'une grande précision, relatifs aux financements, aux effectifs comparés des enseignements public et privé, à la progression des élèves scolarisés. L'auteur développe particulièrement des aspects familiers de sa thèse ou de ses communications scientifiques, relatifs aux relations de l'État et de l'école, à la promotion des institutrices républicaines, au rôle des Idéologues... Il souligne particulièrement le poids respectif de l'administration universitaire (des inspecteurs, des recteurs, des jurys) et des institutions publiques (préfets), ecclésiastiques et locales. Le tout est valorisé par une utilisation judicieuse et sélective de la bibliographie essentielle, et par le recours constant aux sources imprimées – recueils de documents et Archives parlementaires –. Le style, très didactique, contribue enfin à l'impression d'efficacité et d'utilité de l'ensemble, dont on peut fournir quelques conclusions marquantes.

L'école rêvée par les législateurs de la Constituante et de la Convention n'a pu être mise en place sur le terrain. L'idée mixte d'un « échec » de la Révolution mais d'une formulation « contemporaine » des enjeux fondamentaux dans la décennie 1789-1799 – gratuité, obligation, mixité, laïcité, formation des enseignants, liberté – prévaut, assortie de nuances importantes. R. Grevet montre bien le maintien de l'école primaire traditionnelle jusqu'en 1793, les avancées républicaines contrariées de l'an II, de déclin de l'école publique sous le Directoire, compensé par la renaissance des écoles particulières. Si l'intervention croissante de l'État et de l'idéologie engendrent un dualisme scolaire, les anticipations pédagogiques de la Révolution ouvrent un espace de réformes décisif, et le niveau scolaire « national » ne s'est pas effondré, malgré les jugements négatifs et connotés sur la Révolution française. Ni condamnation, ni réhabilitation ! La succession des régimes, du Consulat à la monarchie de Juillet ne se réduit pas à des phases contrastées de monopole de l'État – par l'Université de 1808, la création d'un ministère pour l'instruction publique en 1824, ou les phases anticléricales de 1828 ou 1831 – et de reconquêtes ecclésiastiques – par les lois de 1816 et de 1824. L'État conserve un rôle majeur, dans les structures, les incitations législatives, la progression du financement, la surveillance et le contrôle des maîtres, jusqu'à l'apogée de la loi Guizot. Le retour des congrégations, contrarié par les ministères successifs, ne concerne qu'une minorité d'écoles de garçons, une majorité d'écoles de filles, moins de 25 % du total des élèves scolarisés dans tous les cas. R. Grevet montre surtout la double tendance de ce demi-siècle décisif. D'une part, les progrès de l'alphabétisation ont précédé la loi Guizot, dans la mesure où l'on dépasse 50 % d'enfants scolarisés à la fin de la Restauration, 59 % en 1833, quand fonctionnent des écoles dans les trois quarts des communes. De l'autre, l'impulsion donnée par la loi Guizot de 1833 est décisive dans de nombreux domaines, même freinée par le manque d'implication des autorités locales : obligation d'ouvrir des écoles, participation de l'État à la construction et au traitement des instituteurs, vaste consultation et surveillance du corps enseignant. Bien avant les lois de la III^e République, l'école primaire est devenue une priorité de l'État, de la classe

intellectuelle, tandis que les deux écoles coexistent, au sein d'un affrontement des méthodes d'enseignement qui se traduit par le succès final de l'enseignement simultané – inspiré par les Frères des écoles chrétiennes, moins coûteux et plus efficace ? – sur l'enseignement mutuel, en vogue dans les années 1816. L'enseignant du primaire devient progressivement un professionnel, un fonctionnaire, plus ou moins surveillé et formé, plus ou moins dépendant des autorités de tutelle, plus ou moins payé et logé selon les régimes, selon le sexe. Des tentatives d'enseignement « intermédiaire » à destination des classes moyennes visent à combler le fossé entre les écoles des élites et celles du peuple. La loi Guizot facilite la promotion des instituteurs « du peuple », leur formation dans les écoles normales (plus que des institutrices qui restent dépendantes du privé), et lance le mouvement de création des mairies-écoles, peu abordé par R. Grevet. Les destinées de l'enseignement secondaire sont retracées dans l'aventure des écoles centrales, comme dans la naissance des lycées, sans apports novateurs particuliers. La précision des données quantitatives – valable pour le supérieur et la mise en valeur d'un enseignement intermédiaire par les collèges communaux – sont précieuses, ainsi que l'implication budgétaire de l'État, par le système des bourses, l'aide à la gratuité (les salles d'asile). L'actualité de certains débats de l'époque est impressionnante, en terme de dualisme scolaire, de niveau des élèves et des instituteurs, de méthodes pédagogiques... C'est dire combien la consultation de l'ouvrage de R. Grevet peut apporter aux historiens et aux praticiens de l'enseignement, malgré quelques problèmes de lectures et d'interprétations, que l'on peut signaler plus brièvement.

Il n'est pas facile de procéder à des synthèses suggestives quand le découpage par grands thèmes – législation, administration, application des lois, évolution des instituteurs, pratiques pédagogiques, enseignement secondaire et supérieur, perception – conduit à des développements chronologiques successifs, engendrant des risques de redites et de parcellisation des connaissances : tel projet de loi sera mentionné dans différents chapitres : pour le vote, les dispositions, l'application, les retombées financières et pédagogiques. L'unité profonde et les priorités des régimes successifs s'en trouvent parfois obscurcies. Les inégalités entre les couches sociales, les régions et les sexes sont parfois à recentrer, à remettre en perspective par le lecteur. Certaines conclusions laissent une impression mitigée : l'institutrice républicaine n'a-t-elle pas d'équivalent masculin, alors que les analyses sur l'école de la Révolution laissent deviner d'autres interprétations ? On peut contester telle analyse, tel jugement de valeur sur les dérives des projets déchristianisateurs de l'an II. Plus généralement, la Révolution est traitée parfois comme un bloc, alors que d'autres analyses (décalées) laissent deviner l'effort et les demandes de la Convention montagnarde – des communes, des sociétés populaires, des bataillons d'enfants, en cocardes et bonnets rouges –, en contraste du reflux visible de l'école publique en milieu rural sous le Directoire, au détriment des campagnes et de l'enseignement des jeunes filles. Par ailleurs, on aurait pu attendre des analyses plus importantes sur les locaux scolaires, la présence des mobiliers et outils auxiliaires des instituteurs – bancs, tables, tableaux, cartes... –. Le recours aux monographies d'instituteurs de la fin du XIX^e siècle aurait pu réduire cette lacune, très relative. La structure – souvent ternaire – de la rédaction ne contribue pas toujours à une approche aisée de certains développements. On peut se demander si un recentrage de l'ouvrage sur la seule école primaire n'aurait pas été plus efficace. La plus grande partie du livre de R. Grevet est consacrée au niveau élémentaire, aux pratiques, aux expériences touchant le corps des instituteurs, et les quelque 6 millions de garçons et de filles à scolariser. Mais le lecteur aurait

été privé des riches développements sur les écoles centrales du Directoire, expérience originale en termes de matières enseignées, de méthodes et de programmes. Une dernière critique pourrait toucher à la généralisation de certains jugements généraux – échec, avancée, indifférence du peuple des campagnes par rapport à l'école – formulés parfois à partir d'exemples régionaux trop singuliers. Mais R. Grevet a souvent multiplié les cas complémentaires pour ne pas risquer ce type de déséquilibre, inhérent à la recherche de pointe. Il nous semble que les grands manuels de l'histoire de l'enseignement ne sont pas démodés par la parution de l'ouvrage, sur le plan des perspectives et des interprétations, mais que ce livre apporte des compléments et des illustrations indispensables à l'utilisation des classiques.

La masse impressionnante des archives et des statistiques maîtrisées et restituées par René Grevet emporte cependant l'adhésion de l'historien. Il sera désormais délicat d'aborder les questions majeures du poids de l'État dans l'enseignement primaire, ou des pratiques pédagogiques des instituteurs sans se référer à cet ouvrage probe, érudit, utile et efficace.

Serge BIANCHI

Franck LIAIGRE, *L'étrange ascension d'un maire de Nantes. André Morice, la Collaboration et la Résistance*, Éditions de l'Atelier, 2002, 240 pages.

En s'intéressant aux premières années de la carrière politique d'André Morice, qui fut député de Loire-Inférieure de 1945 à 1958, maire de Nantes de 1965 à 1977 et sénateur de Loire-Atlantique de 1965 à 1983, Franck Liaigre apporte une contribution intéressante à l'histoire de la Bretagne et plus largement du grand Ouest. Cela grâce à la mise en œuvre d'archives nombreuses et variées (série W des AD de Loire-Atlantique (36 cartons), Ille-et-Vilaine (5) et Maine-et-Loire (8) mais aussi archives privées d'A. Morice, archives de la Grande Loge de France ou du ministère des Finances ; presse nationale et départementale, à commencer par *Le Populaire de Nantes/de l'Ouest* et *Démocratie*, ainsi que *Le Phare de la Loire*, *L'avenir de l'Ouest*, *La Résistance de l'Ouest*, *Front*, *Le Journal d'Ancenis*, *Le Progrès du Pays de Retz*, *Le Petit nantais*) et en se situant résolument à la charnière de l'histoire locale et de l'histoire nationale.

Membre du réseau des correspondants locaux de l'IHTP, F. Liaigre est parti d'une question, née à l'occasion de sa participation à l'enquête sur les élites locales : comment A. Morice, poursuivi pour collaboration économique à la Libération, a-t-il pu reprendre si facilement sa carrière politique dès 1945 tandis que la plupart des résistants ne parvenaient ni à se faire élire, ni même à faire entendre leurs accusations quant à l'attitude de ce notable durant la guerre ? La démonstration se déploie en quatre chapitres.

1 – A. Morice était co-directeur, avec Théophile Badiou, de l'Entreprise nantaise de travaux publics et paysagers (ENTPP), fondée en 1931. Spécialisée dès l'immédiat avant-guerre dans le terrassement des aérodromes, l'entreprise (200 à 300 salariés selon les moments) fut immédiatement sollicitée par l'occupant pour l'agrandissement des aérodromes de Vannes-Meucon et de Château-Bougon, puis pour la construction du Mur de l'Atlantique. L'auteur analyse en détail le dossier de collaboration économique, établissant les faits de façon à la fois nuancée et assurée. À la Libération, Théophile Badiou, qui géra l'ENTPP pendant toute la guerre, fut condamné à une lourde amende, son zèle n'ayant